

acquis une formation scientifique, et qu'elle en aura alors peut-être plus que les États-Unis. Il se peut qu'à ce moment elle devance à ce point de vue les États-Unis mais actuellement, le nombre de ces étudiants dans les universités de l'Union soviétique dépasse celui que comptent les universités canadiennes dans la proportion de cinq à deux. Il est temps, dans l'intérêt de la défense, si ce n'est pour d'autres motifs, que nous nous intéressions davantage chez nous à la formation de techniciens.

Que Dieu nous garde de jamais oublier au Canada les humanités, parce qu'en les rejetant, nous rejeterions ce que la vie a de mieux à offrir. Toutefois, nous vivons à l'âge de la technique et nous aurons besoin de techniciens, d'investigateurs scientifiques, d'ingénieurs, etc. Nous devrions nous assurer, au titre de la défense nationale, d'une réserve de compétences. Cependant, on n'en fait rien, parce que, tout d'abord, on ne semble pas croire que c'est important et, en second lieu, le Gouvernement ne se soucie pas de venir en aide aux universités. Il soutient que ce serait de la nature d'une subvention à l'enseignement.

A certains égards, le Gouvernement a probablement raison; mais, si l'on se place sous l'angle du bien-être collectif, je dis qu'il a tout à fait tort. Il faut venir en aide à nos universités et à nos étudiants, afin que nous formions suffisamment de techniciens, d'ingénieurs et même de philosophes pour répondre aux besoins d'une société comme la nôtre.

Voilà un problème auquel le Gouvernement devra s'attaquer; mais il va de soi que le plan international présente d'autres problèmes beaucoup plus immédiats. Il y a, par exemple, la situation actuelle au Moyen-Orient. Et ici, on voit un peu l'ironie des choses. Les nations soutiennent que le passage dans le canal de Suez devrait être parfaitement libre. Cela dépend de celui qui attrape les coups, j'imagine, car lorsque les Égyptiens ont refusé aux navires d'Israël de passer par le canal, les Nations Unies ont répudié ce geste par une résolution. On n'a rien fait de plus mais quand M. Nasser menace les grandes puissances ou que celles-ci croient que M. Nasser les menace, alors on prend vite les mesures en conséquence.

Que peut-on faire? La propriété du canal de Suez ne regarde pas notre pays. Nous n'avons pas de participation financière à l'entreprise. Nous sommes directement intéressés à cette affaire uniquement lorsqu'il est clair que le désaccord à propos du canal peut conduire à la guerre. Mais, en soi, la propriété du canal de Suez nous importe peu. D'autre part, il est très important pour nous, puissance maritime, d'avoir librement

accès au canal de Suez. Nous voulons que ce droit soit maintenu. Cependant, nous ne croyons pas que le meilleur moyen d'assurer cette liberté soit d'en confier la garde à un petit groupe de puissances. Comme le disait le ministre aujourd'hui, nous estimons que cette affaire devrait être réglée par les Nations Unies et que le contrôle du canal devrait finalement être confié aux Nations Unies.

Le ministre a ajouté "si la chose est faisable". Je crois qu'elle est parfaitement faisable, pourvu qu'on en ait la volonté. Il est irritant de voir constamment les grandes puissances,—et même les petites,—écarter les Nations Unies. L'organisation existe pour qu'on s'en serve. On devrait s'efforcer d'en faire un instrument international viril, et pour ce faire il faut l'utiliser davantage quand la situation l'exige.

Je ne vois pas que les menaces de M. Nasser doivent aboutir à la guerre. La chose à retenir est que l'envoi de navires de guerre là-bas ou une démonstration de force serait une sottise, qui ne serait surpassée que par une déclaration de guerre à propos de cette affaire. Il est d'autres façons de régler celle-ci, et je pense qu'il faut la régler par l'entremise des Nations Unies. C'est aussi le sentiment de mes collègues.

Un geste irréfléchi au Moyen-Orient pourrait amener l'Égypte à la guerre. L'Égypte ne déclarerait pas la guerre à une grande puissance; mais, si M. Nasser voulait détourner l'attention de son peuple de ce qu'il pourrait considérer comme un affront à l'Égypte, il pourrait songer à faire la guerre à Israël. Un des articles de notre programme d'ensemble, depuis quelques années, c'est de maintenir autant que possible un équilibre des armements dans cette région, mais nous savons que ce n'est pas entièrement possible. L'Israël, nation de 1,750,000 habitants, ne peut se permettre d'armer autant que plusieurs pays dont la population dépasse 40 millions; néanmoins, le déséquilibre actuel est très grave et, à mon avis, nous devons prendre des dispositions pour redresser la situation.

Ce qu'il faudrait,—c'est encore un point de vue personnel,—c'est accorder à l'État d'Israël les secours qu'il réclame sous forme d'avions pour se défendre contre l'agression. Je crains que l'État d'Israël ne soit abandonné à lui-même. Je ne pense pas qu'on puisse réaliser la paix au Moyen-Orient du jour au lendemain. Nous n'y arriverons qu'au bout de longues années d'efforts, en tâchant de résoudre un à un tous les problèmes importants qui se posent. C'est ce que le général Burns a cherché à faire, je crois. Je voudrais d'ailleurs ici faire écho à l'hommage rendu par le